

Revue des revues

Revue URBANISME N°316, Janvier- Février 2001.

Dossier L' élu (e).

La formation des architectes est de nouveau soumise au débat dans la rubrique *bruits de la ville* où se confrontent les points de vue sur la production architecturale. C'est la recherche de convergence entre les différents intervenants que l'Institut des villes tente de construire de nouvelles problématiques de la maîtrise d'ouvrage. L'argument est le passage à la *ville numérique* qui nécessite d'autres champs de réflexion pour intégrer la fastidieuse question de la participation des habitants aux décisions de la ville. L'ère est au changement comme l'attestent les nouvelles lois et visions sur la manière d'aborder les problèmes pour donner la priorité aux initiatives locales dans les choix des stratégies urbaines. Une terminologie plus précise quant aux intitulés des plans d'urbanisme et de l'échelle de conception, fait apparaître les cohérences pour une meilleure coordination entre les différents niveaux d'intervention. Enquêtes, propos, récits et autres reportages ou manifestations étayaient le dossier proposé qui met l'*élu* au centre des enjeux urbains. Il y est présenté non comme *un prophète, mais un simple citoyen dont la tâche est de veiller sur l'intérêt général* (Thierry Paquot). Oui mais par quel moyen ? Celui de la concertation dans le cadre de *la démocratie locale* ou *participative*, a aussi ses effets pervers. Des quelques expériences rapportées (Hacène Belmessous, Ingrid Ernst, Antoine Loubière), on retient la diversité des convictions autour de ces concepts d'ailleurs remis en doute (Pierre Mayet) pour montrer que dans certains cas, *la prise de décision ne se partage pas* (Jean- François Lachaume). Le contexte de la mondialisation (Dominique Chevalier) impose de nouvelles formes d'organisation (Jocelyne Dubois-Maury) où l'apprentissage de la citoyenneté commence par l'implication des jeunes dans les conseils municipaux (Carine Lenfant). Pour d'autres, il faudrait *moins d'élus et plus de militants associatifs* (Georges Goutcharoff) tandis qu'au même moment se posent des questions de méthodes et de procédures dans les relations entre les partenaires qui participent au projet d'architecture (Florent Champy).

Ammara Bekkouche

Revue URBANISME Hors-série N°14, Janvier 2001.

Ere urbaine, aires urbaines. Les enjeux de la gouvernance.

Actes de la 21^{ème} rencontre nationale des agences d'urbanisme.

Au-delà du jeu de mots, celui de « *nouveau* » ponctue tous les discours en concordance avec le début de siècle et ce qu'il annonce en matière de tendances et interrogations. La première tendance qui se révèle inquiétante attire l'attention sur l'évolution des inégalités sociales pour laquelle le concept de développement durable cherche à mettre en pratique une vision plus équilibrée de l'organisation spatiale. Initiateur de changement, il se présente moins comme un effet de mode que comme porteur de valeur pour traiter des problèmes réels. A ce titre, l'exemple de Bilbao s'avère inévitable pour illustrer une démarche allant dans le sens du renouvellement urbain tout en s'opposant aux vertus avancées de la participation. Entre partage du pouvoir et dirigisme, le débat continue.

Revue URBANISME N°317, Mars- Avril 2001.

Dossier « Université en ville ».

Le dossier fait un bilan critique de la politique universitaire menée en France depuis les 20 dernières années, pour montrer l'évolution et le passage du programme U2000 à U3. L'université y est analysée à travers ses différentes facettes et ses rapports à la ville (répartition, localisation, usage...) ainsi que la question majeure de ses impacts économiques. Une composition pluridisciplinaire organisée en table ronde d'une part (Marcel Bazin, Thérèse Cornil, Jean-Richard Cytermann, Florence Lipsy, François Montarras, Christian de Potzamparc, Bernard Pouyet) et entretiens d'autre part (Antoine Loubière, Annie Zimmermann) tentent d'apprécier la mesure et la nature des problèmes. En renfort, outre la rencontre Thierry Paquot/ Jack Lang, reportages et enquêtes (Bertrand Verfaillie, Gilles Peissel, Jodelle Zetlaoui et Eric-Daniel Lacombe) étayent la connaissance du terrain en se penchant sur les problématiques du logement de l'étudiant, de la mobilité et de la qualité du cadre de vie. Celle de l'architecture y figure de façon récurrente et insistante. Elle apparaît d'ailleurs comme un fait nouveau qui, tout en se rattachant à une mutation du langage urbanistique et de la démarche analytique, se cristallise dans les aménagement extérieurs car des espaces de qualité participe d'une démarche de formation (Bernard Pouyet). Les architectes et l'architecture dans le contexte de la mondialisation, donnent en effet, matière à réflexion pour la recherche de solutions inédites de l'habiter en rapport à un environnement local et au concept de renouvellement (Bruits de ville). Il est utile de signaler à ce sujet, l'espoir de voir réagir les architectes, formulé par Thierry Paquot après lecture de « Faut-il pendre les architectes ? » par Philippe Trétiack.

Ammara Bekkouche

Revue URBANISME N°318, Mai- Juin 2001.
Dossier « Illégalités et urbanisation ».

Questionner le concept d'illégalité en matière d'urbanisme, fait apparaître que si ce phénomène atteint plusieurs parties du globe, il revêt des particularités contextuelles observables tant au niveau du langage que des pratiques habitantes. Il est un fait que ce sont les pays en voie de développement qui en portent les marques les plus visibles notamment et entre autre, dans la production de l'espace habité. Le constat de « l'inadéquation entre un droit et des usages, une législation et des pratiques obligées », est ici mis en exergue pour montrer l'existence de deux logiques qui cohabitent sans se rencontrer (Thierry Paquot).

Plusieurs types d'illégalités produisent leurs propres outils en réponse à des objectifs de survie d'abord pour se cristalliser dans le temps et dans l'espace et aboutir à des formes d'adhésion plus ou moins intégrées. Les observations historiques sur des processus ayant favorisé ce phénomène, donnent une idée plus précise de ses composantes politique, économique et sociale (Daniel Béhar, Vincent Renard). Il est intéressant de noter à ce sujet comment en l'espace de 20 ans, la situation des bidonvilles cherche à s'améliorer, tandis que celle des grands ensembles se taudifie (Jean-Loup Gourdon). Le cas de l'Amérique Latine (Graciella Schneir), montre que la nature des problèmes engendrés par l'existence des bidonvilles, nécessite des interventions « sociales ». Du côté de l'Afrique (Frédéric Lerond), il est rappelé que les exclus font tout autant la ville, tandis que pour l'Asie (Charles Goldblum), l'analyse de la singularité des conjonctures suggère l'expression d' « infralégalité ».

Aborder par ailleurs, les concepts de légalité et d'illégalité, ne peut se faire sans examiner ce que disent les normes et les règles d'urbanisme (Jean-Pierre Charbonneau, Alain Durand Lasserre et Jean-François Tribillon). Dans cet ordre, la population est présentée comme fautive et les solutions ne peuvent être que coercitives donnant ainsi des situations de non conformité aux règlements plutôt que d'illégalité. A ces recommandations, s'ajoute celle de revoir les méthodes d'intervention entreprises à Rome pour recomposer avec l'illégal (Ariella Masboungi, Bernardo Secchi).

En marge, le reportage très instructif de Thierry Paquot concernant Navi Mumbai, prête à méditer sur le concept de ville nouvelle et les aléas possibles de sa réalisation.

Ammara Bekkouche

Patrimoine, identité, enjeux politiques.

Cahiers de recherche. Monde arabe contemporain, n°6, Gremmo, Maison de l'Orient méditerranéen, Lyon.

Tel qu'il est entendu ici « *le patrimoine culturel, recouvre un concept relativement nouveau, largement diffusé, dérivé de sens plus anciens très concrets et très matériels apparentés à fortune, héritage, propriété* » ; ainsi, débute ce numéro thématique dont les articles se penchent sur cette perception du patrimoine, qui au delà de l'inventaire, conservation et études des traces matérielles et écrites, demeure pensée comme un concept paradoxal. Celui-ci est utilisé différemment par la puissance coloniale qui l'a introduit dans les sociétés du Moyen-Orient, lesquelles l'utilisent comme leur propre instrument en vue de se construire une identité ; c'est dire là, l'importance des enjeux politiques et culturels identifiés au sein des divers pays étudiés.

En premier lieu, il faudrait relever la qualité de l'introduction collective, rédigée par Nabil Beyhum, Jean Claude David, Pierre Lombard et Elisabeth Longuenesse, qui met en lumière l'ambiguïté de ce mot et tente d'en « *cerner des acceptations, la complexité et la largeur du champ de significations du terme ainsi que son évolution dans le temps* ». En second lieu, les études de cas exposées portent en premier sur Beyrouth ("les enjeux de la préservation du patrimoine, Beyrouth 1990-1998") ; N. Beyhum montre comment le discours sur le patrimoine renaît au Liban, au début de la décennie 1990, autour de la reconstruction du centre-ville de Beyrouth, et comment ce concept est utilisé par les multiples acteurs intéressés par cette rénovation ; l'enjeu reste d'abord politique, ensuite idéologique et culturel. En effet, le débat instauré a permis d'imposer la notion de patrimoine à la société libanaise et ce, au delà de la spéculation foncière et immobilière.

Dans le second article "le turâth comme construction de l'identité nationale au Qatar", A. Montigny décrit comment, en 1971 après le protectorat britannique, le pouvoir politique a « *trouvé dans la notion de turâth (l'héritage/ le patrimoine culturel) un moyen d'exacerber le sentiment national* » en fonction de sa stratégie. Toute la réflexion entre l'imaginaire est exposée à travers « *se souvenir, mais effacer les traces du passé* ». La contradiction de l'Emirat est clairement expliquée, quitte à bannir l'histoire ; le concept de patrimoine est manipulé pour asseoir une « *identité nationale fragile parce que récente et concernant une société fragmentée par les appartenances tribales* ». A partir de ce concept, G. el Kadi ("Éléments de réflexion sur les origines du patrimoine bâti en Egypte") montre l'ancienneté du mot de patrimoine qui véhicule la notion de préservation des monuments, pratiquée d'une manière discontinue

depuis le X^{ème} siècle. Mais encore une fois, le patrimoine architectural peut être perçu comme un obstacle à la modernisation de la ville. Enfin, le texte de N. Chevalier ("Enjeux et organisation de la recherche archéologique française au Moyen-Orient du milieu du XIX^{ème} siècle au lendemain de la Seconde guerre mondiale") donne une vue documentée et instructive sur la structuration et l'expansion de la recherche archéologique française au Machrek pendant un siècle.

Abed Bendjelid

**Fascicule de recherche, n° 33, 1998, Urbama, université de Tours.
Espaces et sociétés en Mauritanie (Coordinateur : A.M. Frérot)**

Ces actes du colloque, tenu en 1995, s'articulent autour de deux thèmes majeurs : urbanisation et risques sociaux et environnementaux', et 'territoire et territorialité'. B. Wane s'interroge d'emblée, sur la crise urbaine et l'urbanisation forcée qui « *met au défi les valeurs traditionnelles* » et il affirme qu' en « *assimilant la ville au progrès..., le planificateur l'a empoisonnée et a déstabilisé l'environnement dans lequel elle est censée évoluer* ». T. Koïta aborde les délicates relations entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux qui n'ont pas les moyens de gérer leur espace correctement et dans cette situation, « *la décentralisation tend à renforcer cette crise et à exacerber les conflits entre les acteurs urbains* ». L'histoire de la formation des tissus urbains de Nouakchott est exposée par A. M. Frérot et S.A.O. Mahboubi qui se demandent si cette « *croissance (est) imprévue ou voulue* ».

L'interrogation sur le territoire et la territorialité débouche sur l'analyse de l'environnement dans lequel vivent les hommes et ce, d'autant plus que la ville apparaît comme le ciment pour ces ' fragments ' de société qui tentent de construire le territoire politique et aller dans le sens de développement. P. Bonté pose la redoutable question de l'identité nationale à travers « *la multiplication des élections locales qui a sans nul doute contribué à resserrer les alliances -et conflits- au niveau local et régional* ». Dans le même ordre d'idée, M Villasante-de Beauvais analyse l'exemple de Kiffa, troisième ville de Mauritanie, pour décortiquer le jeu des alliances tribales lors des élections de 1986 et 1994. En définitive, au moins deux questions qui débordent du seul cadre mauritanien, sont posées : comment gérer un espace urbain où la diversité des hommes due à leur appartenance ethnique apparaît comme un formidable enjeu et, comment assurer leur intégration dans la ville et la société ?

Abed Bendjelid

Revue Madina.

Association Madina- cité du Monde, Paris. N° 1, 65 p., janvier- mars 1995.

Revue associative, Madina a pour but de faire connaître la civilisation islamique et son héritage. Elle s'articule autour de trois volets : les réflexions, les projets et l'histoire. Les recherches sur les médinas ont progressé depuis les années 1970. Selon P. Signoles, après l'étude monographique, de nouvelles problématiques ont été élaborées, même si certaines lacunes demeurent, à l'exemple de la mesure précise de la démographie urbaine ou celle de la structuration sociale des médinas. L'irruption récente du discours portant sur le patrimoine historique à sauvegarder a permis de lancer quelques recherches opérationnelles dans de nombreuses médinas du Maghreb.

M. Bouchenaki remonte l'histoire en prenant comme objet la notion de patrimoine et les principaux textes qui ont accompagné cette évolution. Il souligne les difficultés rencontrées pour mener à la fois la restauration du bâti et sa conservation, en particulier dans les pays du tiers-monde.

L'exposé préparé par les trois bureaux d'études français, suisse et tunisien chargés du contrat 'Quel projet pour sauvegarder la Médina de Fès' définit les programmes, les outils et les possibilités de faire adhérer les divers acteurs à l'opération et ce, en raison de l'importance des enjeux économiques et sociaux de la Médina fassie.

C. Lammali se penche sur les transformations subies par le ksar de Tamentit dans le Touat ; il en décrit les composantes géographiques, historiques et culturelles et donne aussi quelques résultats des travaux de terrain effectués par les étudiants de l'Ecole polytechnique d'architecture d'Alger. Enfin, quelques présentations relatives au patrimoine portant sur Zabid au Yémen (P. Bonnenfant et J. M. Gentilleau) et sur l'histoire du Caire (A. Raymond) complètent ce premier numéro de Madina.

Abed Bendjelid